L.9.

Etaient présents :

Messieurs :

SUETENS, Président du Conseil d'Etat, Président,

DEVAUX et SOMERHAUSEN, Conseillers d'Etat

Jean VAUTHIER, STENUIT, Assesseurs

CYPRES, greffier adjoint, Greffier

Arrêté du Régent fixant les modalités de présentation des candidats aux fonctions de régent de la Banque Nationale de Belgique

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

L'article 3 de l'arrêté a pour résultat d'empêcher l'Assemblée générale de la Banque Nationale de Belgique d'exercer le droit qui lui est conféré par la loi d'élire les régents.

" Les régents, dit la loi, et les censeurs sont élus pour un " terme de trois ans par l'Assemblée générale des action- " naires ".

Sur les dix régents, trois doivent être élus sur présentation du Ministre des Finances. D'après l'article 3 de l'arrêté, le Ministre ne présentera qu'un candidat par place vacante; il ne restera donc plus à l'Assemblée générale qu'à entériner cette désignation et non pas à procéder à une élection, suivant les formes prévues par le chapitre VII des statuts de la Banque.

./....

Un arrêté qui a cette portée outrepasse le pouvoir que la loi confère au Roi de "déterminer les modalités de présentation des candidats". Ces modalités doivent être ainsi règlées que les régents soient effectivement élus par l'assemblée des actionnaires. Si réduite que soit la possibilité du choix, il faut lui laisser une possibilité de choix.

Non seulement le texte de la loi est clair, mais le paragraphe 9 de l'article I a provoqué des amendements et des discussions qui ont permis au Ministre des Finances de prendre position (voir le rapport fait à la Chambre au nom de la commission des finances et du budget, p.10, la déclaration du Ministre à la Chambre, n°84-85 p.21 des Annales parlementaires, et la réponse du Ministre à M. le Sénateur SCHOT, p.1768 des Annales parlementaires).

Il résulte, il est vrai, de la participation financière de l'Etat à la Banque, que le Ministre, comme actionnaire principal, pourra faire ce qu'il ne peut être autorisé à faire comme pouvoir exécutif : les nominations sont à sa discrétion.

Cette situation n'a pas été ignorée du législateur. Le rapporteur de la commission des finances et du budget au Sénat l'a explicitement déclaré : " L'Assemblée générale, où l'Etat est maître, procède finalement à l'élection. Celle ci ne sera naturellement qu'une formalité consistant à nommer des personnalités acceptées d'avance par l'actionnaire prépondérant, c'est-à-dire, en fait, par le Ministre des Finances ".

Cette considération n'a pas empêché le législateur de maintenir l'affirmation que les régents, tous les régents, seraient élus par l'Assemblée générale. Il n'en résulte aucune contradiction, aucune anomalie. Le législateur a ainsi permis au Ministre, quand il plairait à celui-ci et dans la mesure qui lui plairait, de s'en remettre à l'opinion des autres actionnaires pour le choix entre un certain nombre de candidats qu'il présenterait .

./....

Il le peut aisément en répartissant comme il lui plait les voix dont il dispose et c'était une alternative qu'il était très normal de lui laisser sans la lui imposer. La présentation par lui de deux ou plusieurs candidats la lui permet: la présentation d'un seul candidat l'exclut. Il est certain que c'est la première solution que le Ministre des Finances envisageait devant les Chambres et son intervention a entraîné leur adhésion.

Pour conserver à l'arrêté son caractère de mesure d'exécution du paragraphe 9, il faut donc règler les modalités des présentations, y compris celles qui appartiennent au Ministre, de façon à laisser à l'Assemblée générale le droit de procéder à une élection, même si, à l'Assemblée générale, le Ministre dispose d'une majorité qui met, de fait, l'élection à sa discrétion quand il lui plait de faire intervenir en la faveur d'un candidat toutes les voix attribuées à l'Etat.

Le Conseil d'Etat est donc d'avis de modifier en ce sens l'article 3 de l'arrêté et de prévoir qu'au moins deux candidats doivent être présentés.

o

o o

Quand il s'agit des organisations les plus représentatives des travailleurs et de celles de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, la loi leur confère expressément le droit de proposer les candidats parmi lesquels seront choisis les régents. Par contre, quand il s'agit des institutions financières d'intérêt public, la loi décide simplement que les candidats seront choisis parmi les personnalités dirigeantes de ces institutions.

./....

La loi diffère dans son texte, selon qu'elle envisage les "institutions " ou les " organisations "; la discussion d'un amendement présenté par M.COPPE fait ressortir cette différence. Malgré cette divergence, la loi n'interdit pas d'étendre aux institutions financières d'intérêt public le système de présentation prévu pour les organisations.

L'arrêté d'exécution peut donc en décider ainsi, mais le Conseil d'Etat estime devoir attirer l'attention sur la portée particulière des dispositions de l'arrêté visant les candidats qui doivent être choisis parmi les personnalités dirigeantes des institutions financières d'intérêt public.

A cet égard, le projet d'arrêté d'exécution a une double portée :

1°) Il charge le Ministre des Finances de désigner les institutions financières d'intérêt public, dont les personnalités dirigeantes pourront être candidats;

2°) Il habilite ces institutions à présenter elles-mêmes la double liste des personnalités dirigeantes à qui il limite le choix de l'Assemblée générale de la banque.

o

o o

Les autres modifications préconisées au projet d'arrêté sont des modifications de forme, qui n'appellent aucun commentaire.

Arrêté du Régent déterminant les modalités de présentation des candidats aux fonctions de régent de la Banque Nationale de Belgique.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume.
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 24 de l'Arrêté Royal n°29 du 24 août 1939 relatif à l'activité, à l'organisation et aux attributions de la Banque Nationale de Belgique, modifié par l'article 1er paragraphe 9 de la loi du 28 juillet 1948;

Sur la proposition du Ministre des Finances, du Ministre des Affaires Economiques et des Classes Moyennes, du Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale, du Ministre de l'Agriculture, et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er : Les institutions et organisations dont question à l'article 24 de l'Arrêté Royal n°29 du 24 août 1939 modifié par l'article 1er paragraphe 9 de la loi du 28 juillet 1948 sont désignées par :

a) le Ministre des Finances pour ce qui concerne les institutions financières d'intérêt public;
b) le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale pour ce qui concerne les organisations les plus représentatives des travailleurs;
c) le Ministre des Affaires Economiques et des Classes Moyennes pour ce qui concerne les organisations les plus représentatives de l'industrie d'une part et du commerce d'autre part;
d) le Ministre de l'Agriculture pour ce qui concerne les organisations les plus représentatives de l'agriculture.

./....

Art.2.- Chaque fois qu'il y a lieu de conférer un mandat de régent, la Banque Nationale de Belgique en informe le Ministre des Finances.

Art.3.- S'il s'agit d'un mandat à conférer sur la présentation du Ministre des Finances, ce dernier transmet à la Banque Nationale de Belgique une liste double de candidats.

Art.4.- S'il s'agit d'un mandat dont le titulaire doit être choisi parmi les personnalités dirigeantes des institutions financières d'intérêt public, le Ministre des Finances invite chacune des institutions désignées conformément aux dispositions de l'article 1er, a), du présent arrêté, à lui faire parvenir une liste double de candidats.

Le Ministre des Finances transmet ces listes à la Banque Nationale de Belgique.

Art.5.- S'il s'agit d'un mandat dont le titulaire doit être choisi sur proposition des organisations les plus représentatives des travailleurs et les plus représentatives de l'industrie, du commerce ou de l'agriculture, le Ministre compétent, à la requête du Ministre des Finances, invite chacune des organisations intéressées à lui faire parvenir une liste double de candidats. Le Ministre compétent transmet ces listes au Ministre des Finances qui les fait parvenir à la Banque Nationale de Belgique.

Art.6.- Le Ministre des Finances, le Ministre des Affaires Economiques et des Classes Moyennes, le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale et le Ministre de l'Agriculture sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Version néerlandaise de l'avis, établie conformément à l'article 44 de la loi du 23 décembre 1946.

Besluit van de Regent houdende vaststelling van de voordracht modaliteiten der candidaten tot de functies van Regent bij de Nationale Bank van België.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Artikel 3 van het besluit heeft tot gevolg dat de algemene vergadering van de Nationale Bank van België verhinderd wordt het haar door de wet toegekende recht uit te oefen om de regenten te verkiezen.

" De regenten, zegt de wet, en de censoren worden verkozen voor een termijn van drie jaar, door de algemene vergadering van de aandeelhouders".

Op de 10 regenten moeten er 3 verkozen worden op de voordracht van de Minister van Financiën. Volgens artikel 3 van het besluit, zou de Minister slechts een candidaat per openstaande plaats voordragen: de vergadering blijft dus niet anders te doen dan deze aanwijzing te bekrachtigen, in plaats van over te gaan tot een verkiezing volgens de vormen die door hoofdstuk VII van de statuten van de Bank zijn voorzien.

Een besluit van deze draagwijdte gaat de door de wet aan de Koning toegekende macht te buiten om " de voordrachtsmodaliteiten van de candidaten vast te stellen". Deze modaliteiten moeten zo geregeld worden dat de regenten in werkelijkheid door de vergadering van de aandeelhouders worden verkozen. Hoe beperkt de mogelijkheid van keuze ook zij, haar moet een mogelijkheid van keuze gelaten worden.

Niet alleen is de wettekst klaar, maar paragraaf 9 van artikel I heeft amendementen en besprekingen uitgelokt die de Minister van Financiën toegelaten hebben stelling te nemen. (cfr. het verslag dat in de Kamer werd opgemaakt namens de commissie van Financiën en Begroting, blz. 10, de verklaring van de Minister aan de Kamer, nr. 84-85, blz. 21

.../...

van de Parlementaire handelingen, en het antwoord van de Minister aan Senator SCHOT, blz. 1768 van de Parlementaire handelingen).

Weliswaar heeft de financiële deelneming van de Staat aan de bank tot gevolg dat de Minister als voornaamste aandeelhouder zal mogen doen wat hij als uitvoerende macht niet kan gemachtigd worden te doen; de benoemingen hangen van zijn goedvinden af.

Deze toestand was aan de wetgever bekend. De verslaggever van de Commissie van Financiën en Begroting in de Senaat heeft het uitdrukkelijk verklaard: "De algemene vergadering waarin de Staat meester is gaat ten slotte tot de verkiezing over. Deze laatste zal vanzelfsprekend slechts een formaliteit zijn, bestaande in het benoemen van de personaliteiten die vooraf aangenomen zijn door de beslissende aandeelhouder, d.w.z. feitelijk door de Minister van Financiën.

Deze overweging heeft de wetgever niet verhinderd staande te houden dat de regenten, alle regenten, door de algemene vergadering zouden verkozen worden. Er volgt geen enkele tegenspraak, geen enkele anomalie uit.

De wetgever heeft aldus aan de Minister toegelaten, wanneer het hem zou believen en in de mate waarin het hem zou believen, de beslissing van de keuze tussen een bepaald aantal candidaten die hij zou voordragen, over te laten aan de mening van de andere aandeelhouders.

Hij kan dit gemakkelijk doen door de stemmen waarover hij beschikt naar believen te verdelen; het was een alternatief waarvan het zeer normaal was dat men het hem liet zonder het hem op te leggen. De voordracht door hem van twee of meer candidaten laat hem het alternatief toe; de voordracht van één candidaat sluit het uit. Het staat vast dat de Minister van Financiën, vóór de Kamers, de eerste oplossing op het oog had, en zijn interpretatie heeft hun instemming voor gevolg gehad.

Om het besluit toe te laten zijn karakter van uitvoeringsmaatregel van par. 9 te behouden, moeten dus de

.../...

voordrachtsmodaliteiten geregeld worden, met inbegrip van die welke binnen de bevoegdheid van de Minister vallen, zodat aan de algemene vergadering het recht gelaten wordt om tot een verkiezing over te gaan, zelfs indien de Minister in de algemene vergadering over een meerderheid beschikt waardoor de verkiezing feitelijk van zijn goedvinden zou afhangen wanneer het hem belieft ten voordele van een candidaat alle aan de Staat toegekende stemmen te gebruiken.

De Raad van State is dus van mening dat artikel 3 van het besluit in die zin moet gewijzigd worden en dat het voordragen van ten minste twee candidaten moet worden voorzien.

*
* *

Gaat het over de meest vooraanstaande arbeidersorganisaties en over die van de nijverheid, de handel en de landbouw, dan kent de wet hun uitdrukkelijk het recht toe de candidaten voor te stellen waaronder de regenten gekozen worden. Gaat het daarentegen om de financiële instellingen van openbaar nut dan beslist de wet eenvoudig dat de candidaten zullen gekozen worden tussen de leidende personaliteiten van deze instellingen.

De wet verschilt in haar bewoordingen naar gelang zij "instellingen" of "organisaties" op het oog heeft; de bespreking van een door de Heer COPPE voorgedragen amendement laat dit onderscheid uitkomen.

Ondanks dit onderscheid verbiedt de wet niet het systeem van voordracht dat voor de organisaties voorzien is, uit te breiden tot de financiële instellingen van openbaar nut.

Het besluit van uitvoering kan er dus derwijze over beslissen, maar de Raad van State meent de aandacht te moeten vestigen op de bizondere draagwijdte van de bepalingen van het besluit, die betrekking hebben op de candidaten welke onder de leidende personaliteiten van de financiële instellingen van openbaar nut moeten gekozen worden.

.../...

In dit opzicht heeft het ontwerp van het besluit van uitvoering een dubbele draagwijdte:

I) het gelast de Minister van Financiën de financiële instellingen van openbaar nut aan te wijzen waarvan de leidende personaliteiten candidaat zullen kunnen zijn;

2) het verklaart deze instellingen bevoegd zelfde dubbele lijst van de leidende personaliteiten voor te dragen waartoe het de keuze van de algemene vergadering van de Bank beperkt.

*

* *

De andere wijzigingen die aanbevolen worden voor het ontwerp van besluit zijn wijzigingen in de vorm die geen commentaar noodzakelijk maken.

Besluit van de Regent houdende vaststelling van de voordrachtsmodaliteiten der candidaten tot de functies van Regent in de Nationale Bank van België.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 24 van het koninklijk besluit, nr. 29 van 24 Augustus 1939, betreffende de werkzaamheid, de organisatie en de bevoegdheden van de Nationale Bank van België, gewijzigd door artikel I, par. 9 van de wet van 28 Juli 1948;

Op de voordracht van de Minister van Financiën, van de Minister van Economische Zaken en Middenstand, van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, van de Minister van Landbouw en op in Raad overlegd advies van de Minister,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN:

Artikel I. De instellingen en organisaties waarvan sprake in artikel 24 van het koninklijk besluit nr. 29 van 24 Augustus 1939, gewijzigd door artikel I, par. 9 van de wet van 28 Juli 1948, worden aangewezen door:

a) de Minister van Financiën, wat betreft de financiël instellingen van openbaar nut;

b) de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, wat betreft de meest vooraanstaande arbeidersorganisaties;

c) de Minister van Economische Zaken, wat betreft de meest vooraanstaande organisaties van de nijverheid eensdeels en van de handel anderdeels;

d) de Minister van Landbouw, wat betreft de meest vooraanstaande organisaties van de landbouw.

.../...

Artikel 2. Telkens er aanleiding bestaat om een mandaat van Regent toe te kennen, wordt er door de Nationale Bank van België kennis van gegeven aan de Minister van Financiën.

Artikel 3. Gaat het over een mandaat dat op de voordracht van de Minister van Financiën dient toegekend, zo maakt deze laatste aan de Nationale Bank van België een dubbele lijst van candidaten over.

Artikel 4. Gaat het over een mandaat waarvan de titularis dient gekozen onder de leidende personaliteiten van de financiële instellingen van openbaar nut, zo nodigt de Minister van Financiën elk van de ter voldoening aan de bepalingen van artikel Ia van onderhavig besluit aangewezen instellingen ertoe uit hem een dubbele lijst van candidaten te doen geworden.

De Minister van Financiën maakt deze lijsten aan de Nationale Bank van België over.

Artikel 5. Gaat het over een mandaat waarvan de titularis dient gekozen op de voordracht van de meest vooraanstaande arbeidersorganisaties en van de meest vooraanstaande organisaties van de nijverheid, de handel of de landbouw, zo nodigt de bevoegde Minister, op verzoek van de Minister van Financiën, elk van de betrokken organisaties uit hem een dubbele lijst van candidaten te doen geworden. De bevoegde Minister maakt deze lijsten over aan de Minister van Financiën die ze aan de Nationale Bank van België laat geworden.

Artikel 6. De Minister van Financiën, de Minister van Economische Zaken en Middenstand en de Minister van Landbouw worden belast met de uitvoering van dit besluit, dat in werking treedt de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.